

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 10/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Saipol**

Zone industrielle portuaire, quai J  
BP 423  
34200 Sète

Références : -  
Code AIOT : 0006601281

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement Saipol implanté Zone industrielle portuaire, quai J BP 423 34200 Sète. L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 "Gestion des by-pass / shunts" au sein des établissements Seveso, ayant une activité de production. Les shunts et bypass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité. Le secteur de l'industrie chimique est particulièrement concerné

(49 % des événements recensés) compte tenu de l'instrumentation importante des process dans ce secteur d'activité. Les inspections portent notamment sur le mode opératoire et la procédure de shunt et by-pass définis par l'exploitant de l'installation, l'enregistrement des actions de shunt et by-pass, l'habilitation et la formation du personnel autorisé à effectuer ces opérations, ainsi que sur la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Saipol
- Zone industrielle portuaire, quai J BP 423 34200 Sète
- Code AIOT : 0006601281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le groupe Saipol, filiale du groupe Avril, est le leader français de la transformation des graines de colza et de tournesol, ainsi qu'un des leaders européens du secteur de la trituration, du raffinage des huiles végétales et de la production de biodiesel. Le site Saipol de Sète emploie actuellement 101 salariés.

Il est à noter qu'en 2024, deux événements ont eu lieu sur le site :

- Incendie au niveau de l'atelier diester ayant conduit à endommager l'atelier et donc à son arrêt pour plusieurs mois,
- Échauffement dans 2 silos ayant conduit à leur arrêt.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Shunt
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Préfectoral du 27/04/2005, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Formation des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Préfectoral du 27/04/2005, article 2.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant peut être amené à shunter des MMR (mesure de maîtrise des risques) ou des barrières. La gestion des shunts est encadrée par une procédure mise en place très récemment sur le site et tracée via des formulaires de shunts.

Lors de la visite, objet du présent rapport, les moyens de lutte contre l'incendie ont été pris en exemple, afin de comprendre le fonctionnement du site relatif aux shunts et aux by-pass. L'incendie de l'atelier diester survenu le 10/04/2024 a également été abordé.

Les précisions apportées par l'exploitant et les constats relevés par l'inspection montrent que lors de cet incendie, le sprinklage et les RIA de l'atelier diester, ainsi que les poteaux incendie situés dans l'environnement de celui-ci, n'étaient plus alimentés en eau. L'atelier diester était à l'arrêt pour maintenance ; une mauvaise coordination entre deux opérations de travaux a conduit à l'inhibition des moyens incendie, alors que les installations n'étaient pas vidangées.

La visite d'inspection du 16/10/2024 a montré que des actions correctives ont été mises en œuvre depuis l'incendie, avec notamment la mise en place d'une procédure de gestion des shunts.

Toutefois, cette procédure ainsi que le formulaire de shunts nécessitent d'être améliorés, afin notamment :

- d'intégrer dans la procédure "gestion des shunts" les exigences réglementaires fixées par deux arrêtés ministériels applicables au site, et des documents rattachés à la procédure (plan et matrice

des responsabilités en fonction de la zone et des réseaux),

- d'intégrer la révision et l'audit de l'instruction "gestion des shunts" à la démarche HSE du site,
- de prédéfinir les conditions et modalités du maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie,
- de préciser les modalités de vérification après retrait d'un shunt dans l'instruction relative à la gestion des shunts,
- d'intégrer la vérification par une personne autre que l'opérateur qui a retiré le shunt dans le formulaire d'enregistrement d'un shunt,
- d'améliorer le formulaire d'enregistrement d'un shunt notamment en ce qui concerne les responsables pouvant être juges et parties pour le même shunt,
- de formaliser et d'enregistrer les analyses de risques liées aux shunts des barrières de sécurité et des MMR, préalablement à leur réalisation.

En ce qui concerne l'analyse de risques et les moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit :

- formaliser la procédure de mise à disposition de l'atelier Ester 2 dans un document référencé et daté et justifier l'état dans lequel l'atelier est mis à l'arrêt (capacités vidangées ou non) lors des opérations de maintenance.
- fournir les éléments justifiant que les procédures mises en œuvre pour la réalisation des analyses de risques, notamment celles liées à la réalisation d'un shunt, prévoient d'examiner la question d'informer ou non le SDIS.
- justifier l'absence de maintenance préventive sur les pompes électriques alimentant les moyens incendie (seule de la maintenance curative est réalisée).

Par ailleurs, l'exploitant doit clarifier les dispositions retenues sur le site permettant ou non au personnel d'entreprises extérieures d'activer les arrêts d'urgence/ L'exploitant justifiera des choix faits.

En ce qui concerne la formation du personnel, l'exploitant doit améliorer le suivi des formations de son personnel et de celui des intervenants extérieurs. Il doit notamment :

- tracer la formation du personnel apte à poser des shunts ou intervenant lors d'un shunt, afin de s'assurer du suivi de sa formation,
- tracer la formation des opérateurs, afin de s'assurer du suivi de leur formation sur les moyens de lutte incendie disponibles.

L'exploitant doit également formaliser la liste du personnel du site habilité à intervenir sur les vannes de sectionnement de l'alimentation en eau de ses installations de sprinklage.

Enfin, la visite de terrain a également soulevé des interrogations sur le bon état du réseau de lutte contre l'incendie et sur l'entretien de pompes incendie. La transmission d'éléments justificatifs a donc été demandée à l'exploitant. Par ailleurs, la société SAIPOL a fait part d'un projet visant à assurer le bouclage du réseau de poteaux incendie associé à l'atelier diester de son site de Sète. L'inspection a demandé à l'exploitant de mailler le réseau avant le redémarrage de l'atelier diester.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Organisation

### Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### Constats :

L'instruction « Gestion des Shunts » (SET/MAI/IN/032, indice 2) a été présentée le jour de l'inspection. Celle-ci a été rédigée le 11/10/2024 et a été mise en place par le site Saipol de Sète. L'instruction fait référence à l'étude de dangers (EDD) du 22/03/2022.

Un shunt peut être réalisé sur un équipement de sécurité. Ainsi, les MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) et les EIPS (Équipements Importants pour la Sécurité) peuvent être shuntés. Le shunt d'un équipement de sécurité est une action qui doit être tracée sur le fichier de suivi des shunts (tableau sous format informatique, il n'y a pas de cahier de shunts) et affiché en salle de contrôle. La date butoir du shunt doit être inscrite dans le fichier de suivi des shunts suite à une analyse des risques. Il n'y a pas de délai maximum fixé pour les shunts.

En fonction de la gravité résiduelle retenue pour les shunts, 3 niveaux ont été déterminés : shunt vert (pas de risque immédiat pour la sécurité des installations), orange (existence d'autres barrières pour la sécurité des installations) et rouge (risque pour la sécurité des installations sans mesures compensatoires déjà en place).

Pour les shunts de niveau de gravité orange et rouge, le formulaire d'enregistrement d'un shunt doit être complété (SET/MAI/FM/051, indice 1 daté du 11/10/2024) afin de formaliser par écrit la mise en place du shunt.

Pour les MMR, une autorisation de la direction (ou de l'astreinte cadre) est nécessaire avant la pose d'un shunt.

Les rôles et responsabilités sont définis dans l'instruction de gestion des shunts, celle-ci se fait en plusieurs étapes : Demande de pose d'un shunt, Évaluation de l'analyse de risques, Validation de l'analyse de risques, Autorisation du shunt, Pose du shunt, Suivi des interventions.

**Un plan des zones de responsabilités ainsi qu'une matrice des responsabilités zone et réseaux ont été présentés à l'inspection.** Ces documents permettent de définir plusieurs exploitants responsables d'un shunt en fonction de la zone et des réseaux impactés. **Cependant, l'instruction de gestion des shunts ne fait pas référence à ces documents.**

Par ailleurs, l'inspection relève que l'instruction "gestion des shunts" ne prend pas en référence les arrêtés ministériels du 04/10/2010 (*relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*) et du 26/05/2014 (*relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement*).

Or, ces textes fixent des dispositions réglementaires encadrant le non fonctionnement ou un fonctionnement dégradé des MMR.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans la procédure "gestion des shunts" les exigences réglementaires fixées par :

- l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Il est également demandé à l'exploitant de faire référence dans cette procédure aux documents présentés lors de l'inspection: plan et matrice des responsabilités en fonction de la zone et des réseaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 2 : Présence d'une procédure SGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/04/2005, article 2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :**

Article 2.4 consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien,...) font l'objet **de procédures et d'instructions** d'exploitation écrites.

Sont notamment définies dans ces consignes ou modes opératoires : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modification ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

**La liste exhaustive des consignes d'exploitation est établie et mise à jour par l'exploitant. Elle est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.**

**Constats :**

Une instruction « Gestion des Shunts » (SET/MAI/IN/032, indice 2) a été présentée le jour de l'inspection le 16/10/2024. Celle-ci a été rédigée le 11/10/2024 et a été mise en place par le site Saipol de Sète.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Revue de la procédure SGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/04/2005, article 2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien,...) font l'objet **de procédures et d'instructions d'exploitation écrites**.  
Sont notamment définies dans ces consignes ou modes opératoires : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modification ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.  
La liste exhaustive des consignes d'exploitation est établie et mise à jour par l'exploitant. Elle est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

#### Constats :

**L'instruction relative à la gestion des shunts a été récemment rédigée (11/10/2024 indice 2), elle n'a donc pas encore fait l'objet d'une revue de sa bonne application, par l'exploitant.**

Le fichier informatique (tableur) de suivi des shunts, qui permet de tracer l'ensemble des shunts sur site, possède un onglet "Aide MMRI-EIPS" listant les MMR ou EIPS par atelier, basé sur l'EDD du 22/03/2022. **L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de mettre à jour cette liste lors des révisions de l'EDD ou suite à des modifications impactant le site.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer la révision et l'audit de l'instruction "gestion des shunts" à la démarche HSE du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

#### Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas



échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

#### Constats :

Les moyens de protection incendie sont considérés par SAIPOL, dans son EDD, comme des barrières de protection en place sur le site. Parmi ces barrières, certaines sont considérées comme des MMR.

Ces barrières et ces MMR agissent, entre autres, sur des phénomènes dangereux pouvant conduire à des effets irréversibles qui sortent des limites du site (Il est à noter que ces effets restent, néanmoins, limités aux installations portuaires, voisines du site, ou sortent du côté de la darse et de la mer Méditerranée). **Mais, aucune mesure n'a été définie par l'exploitant en cas de défaillance ou d'anomalie des MMR, en particulier des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.**

Par ailleurs, l'instruction "gestion des shunts" ne définit pas de règles spécifiques sur les modalités de vérification après retrait d'un shunt. L'inspection note que le formulaire d'enregistrement d'un shunt n'est signé que par l'opérateur l'ayant retiré et il n'est pas procédé à une vérification du retrait du shunt par une tierce personne. **L'inspection constate donc que l'opération de shunt et la vérification du retour au mode normal de fonctionnement des barrières ou des MMR ne sont pas réalisées par des personnes indépendantes. La robustesse de l'organisation mise en place par SAIPOL pour s'assurer du retour à l'état normal d'exploitation des installations, après le retrait d'un shunt, mérite d'être renforcée.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

- prédéfinir les conditions et modalités du maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie,
- préciser les modalités de vérification, après retrait, d'un shunt dans l'instruction relative à la gestion des shunts,
- intégrer la vérification, par une personne autre que l'opérateur qui a retiré le shunt, dans le formulaire d'enregistrement d'un shunt.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Mise en œuvre

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières

de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

#### **Constats :**

Le sprinklage ainsi que les moyens incendie ont été pris en exemple, lors de la visite, afin de comprendre le fonctionnement du site relatif aux shunts et aux by-pass, et l'incendie de l'atelier diester (atelier ester 2), survenu le 10/04/2024, a été abordé. des échanges eus avec l'exploitant et au regard des documents présentés, il ressort les éléments suivants :

- Afin de réaliser des travaux de maintenance programmés pendant 3 jours (du lundi au mercredi) sur un échangeur de l'atelier, l'exploitant a inhibé l'alimentation en eaux des branches du sprinklage (postes 3 et 4) protégeant l'atelier, pour éviter qu'une tête de sprinklage ne soit touchée par inadvertance par le personnel en charge des travaux (le heurt d'une tête peut conduire au déclenchement intempestif du sprinklage).

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le réseau RIA de l'atelier diester était repiqué sur le réseau sprinkler. L'inhibition de l'alimentation en eau, réalisé lors de ces travaux, a donc conduit à inhiber aussi l'alimentation en eau du réseau RIA.

Or, les travaux prévus n'ont finalement duré que 2 jours. Le service HSE n'ayant pas eu connaissance de l'avancement de la fin des travaux, a inhibé l'alimentation en eau également le mercredi pensant que les travaux se poursuivaient ce jour-là.

En parallèle, une autre intervention était prévue sur un transformateur électrique auquel sont reliées les pompes permettant d'alimenter en eau des poteaux incendie du site. La maintenance avait validé ces travaux en sachant que l'intervention sur l'échangeur était terminée.

**Le 10/04/2024, le sprinklage et les RIA de l'atelier diester, ainsi que les poteaux incendie situés dans l'environnement de celui-ci, n'étaient plus alimentés en eau.**

L'inspection note, par ailleurs, que lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de lui présenter des éléments justifiant que le bon fonctionnement des compresseurs associés au réseau incendie alimentant le sprinklage de l'atelier diester avait été testé dans la perspective de ces travaux de maintenance. Selon l'exploitant, un test a été réalisé, mais ce contrôle n'a pas été tracé.

- En avril 2024, l'instruction de gestion des shunts n'existait pas. La mise à disposition de l'atelier avait été réalisée en utilisant une check-list ainsi qu'une procédure d'arrêt de l'atelier d'estérification non référencée et non datée et indiquant le mode opératoire pour mettre à l'arrêt l'atelier. **La vidange des capacités de l'atelier n'avait pas été effectuée. En effet, cette procédure ne prévoyait pas de vidanger les capacités de l'atelier (tuyauteries, réacteurs, décanteurs).**

**Par ailleurs :**

- l'analyse de risques ainsi que les mesures compensatoires associées à la maintenance de l'atelier n'avaient pas été formalisées par écrit ;
- le SDIS n'avait pas été informé que les poteaux incendie n'étaient plus fonctionnels lors de l'intervention sur le transformateur électrique ;
- à cette période, le service HSE n'était pas en charge des permis de feu et ceux-ci pouvaient être reconduits 5 fois sans analyse de risque.

**La visite d'inspection du 16/10/2024 a montré que des actions correctives ont été mises en place depuis l'incendie** : mise en place de la procédure de gestion des shunts, du formulaire d'enregistrement d'un shunt, d'un plan des zones de responsabilités ainsi que d'une matrice des responsabilités zone et réseaux.

Selon l'exploitant, avec l'instruction de gestion des shunts récemment mise en place, l'organisation pour les travaux d'avril 2024 sur l'atelier ester 2 aurait permis de définir les responsables de zone et de travaux suivants, afin, notamment de mieux encadrer le shunt des moyens incendie et l'articulation des travaux sur l'atelier diester et sur l'armoire électrique :

- Exploitant de la zone : Production
- Exploitant du réseau incendie : HSE

Par ailleurs, pour les autorisations de travail, dorénavant, les permis spécifiques ne peuvent être délivrés que par le service HSE. En heures non ouvrées, une astreinte HSE est mise en place (6 personnes).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de formaliser la procédure de mise à disposition de l'atelier Ester 2 dans un document référencé et daté et de justifier l'état dans lequel l'atelier doit être mis à l'arrêt (capacités vidangées ou non) lors des opérations de maintenance.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 2 mois

#### **N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-2

**Thème(s)** : Actions nationales 2024, Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

#### **Prescription contrôlée :**

2. Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.

Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.

#### Constats :

Le shunt d'un équipement de sécurité est une action qui doit être tracée sur le fichier de suivi des shunts (tableau sous format informatique, il n'y a pas de cahier de shunts) et affiché en salle de contrôle. Pour les shunts de niveau de gravité orange et rouge, un formulaire d'enregistrement d'un shunt doit être complété.

Lors de l'inspection, le fichier de suivi des shunts a été présenté. A date, 38 shunts étaient en cours sur le site Saipol.

L'exemple du shunt n°2024-41 sur la motopompe B1 de la zone du réseau sprinkler, réalisé le 14/10/2024, a été choisi dans le tableau de shunts : des mesures compensatoires ainsi que la date butoir du shunt étaient indiquées. **Le formulaire d'enregistrement de ce shunt a montré que la responsable HSE pouvait être jugée et partie pour ce shunt.**

**Pour justifier de la réalisation d'une analyse des risques liés aux travaux sur la motopompe B1 et à son indisponibilité temporaire, l'exploitant a présenté un mail de la responsable HSE. Ce mail est très succinct et ne permet pas de justifier de la suffisance de l'analyse de risques. La formalisation des analyses de risques nécessite d'être améliorée et rattachée à chaque shunt.**

Par ailleurs, l'instruction relative à la gestion des shunts prévoit, dans le cas d'un shunt de sécurité incendie, une déclaration à l'assureur avec l'étude en amont des mesures compensatoires disponibles. **En revanche, elle ne fait pas mention de la nécessité d'informer ou non le SDIS.** Selon l'exploitant, c'est l'analyse des risques qui doit permettre de conclure s'il est nécessaire d'informer les pompiers.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de revoir le formulaire d'enregistrement d'un shunt, afin que les mêmes responsables ne soient pas jugés et parties pour le même shunt.
- de formaliser et d'enregistrer les analyses de risques liées aux shunts des barrières de sécurité et des MMR, préalablement à leur réalisation.

L'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments justifiant que les procédures mises en œuvre pour la réalisation des analyses de risques, notamment celles liées à la réalisation d'un shunt, prévoient d'examiner la question d'informer ou non le SDIS.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

N° 7 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

**Prescription contrôlée :**

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

L'exploitant a fait appel à un centre de formation afin de former 36 personnes de son site à la lecture des schémas TI (Tuyauterie Instrumentation) et PID (Piping & Instrumentation diagram) pour améliorer la sécurité et l'efficacité des opérations industrielles.

Sur le terrain, l'inspection a auditionné un chef de quart. Ce dernier avait connaissance de l'instruction sur la gestion des shunts et du fonctionnement interne relatif aux shunts (tableau de shunts, bannette en salle de contrôle). L'opérateur avait reçu une formation par un prestataire extérieur sur la consignation/condamnation et le sujet des shunts avait été abordé lors de celle-ci.

**Concernant la connaissance de l'instruction sur la gestion des shunts, lors de la visite il n'y avait pas de liste formalisée comportant les noms des opérateurs ayant reçu une formation sur cette thématique.**

**S'agissant plus spécifiquement du shunt des moyens de lutte contre l'incendie en cas de travaux de maintenance, l'inspection a constaté qu'il n'y avait pas non plus de liste formalisée du personnel du site habilité à fermer les vannes de sectionnement de l'alimentation en eau du sprinklage (vannes de barrage et vannes d'entrée de chaque poste) (cf. point de contrôle n° 5 du présent rapport).**

Plus largement, **pour l'utilisation des canons et des poteaux incendie**, l'exploitant a indiqué qu'il existait un mode opératoire, mais **il n'y avait pas de traçabilité sur les opérateurs ayant été formés à l'utilisation de ces équipements**. L'exploitant a indiqué qu'il faisait intervenir aujourd'hui du personnel d'une société extérieure pour ce qui est de la sécurité incendie et l'assistance à la personne, et qu'il se fait accompagner par un prestataire pour la formation de son personnel sur la sécurité incendie afin de ré-internaliser cette compétence.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de tracer :

- la formation du personnel apte à poser des shunts ou intervenant lors d'un shunt,
- la formation des opérateurs à l'utilisation des moyens de lutte incendie.

L'inspection demande également de formaliser la liste du personnel du site habilité à intervenir

sur les vannes de sectionnement de l'alimentation en eau de ses installations de sprinklage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 8 : Formation des intervenants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation des intervenants

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

**Constats :**

Les interventions des prestataires extérieurs sont encadrées, selon l'exploitant, par un mode opératoire, le plan de prévention ainsi que l'autorisation de travail, qui reprennent les risques présents sur site. **Les intervenants extérieurs ne peuvent pas poser de shunt sans la surveillance du personnel SAIPOL et ne peuvent pas utiliser les arrêts d'urgence, ni les RIA. Ceux-ci doivent prévenir le donneur d'ordres (l'exploitant) qui a passé la commande.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de clarifier les dispositions retenues sur le site pour l'activation des arrêts d'urgence et de justifier les choix faits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

#### **Constats :**

Lors de la présentation de l'instruction "gestion des shunts" à l'inspection, il a été constaté que celle-ci ne comportait pas de mesures compensatoires prédéfinies en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie (cf. point de contrôle n°4).

La visite de terrain a également soulevé des interrogations de l'inspection sur le bon état du réseau de lutte contre l'incendie :

- signe visible d'une réparation réalisée sur une portion de tuyauterie du réseau d'eau incendie (portion située entre la réserve d'eau incendie et les pompes électriques du réseau alimentant en eau les poteaux incendie) ;
- par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le réseau en eau incendie était fuyard depuis quelques jours avec une fuite de 25m<sup>3</sup> d'eau par jour. L'exploitant a confirmé que cette fuite et ces consommations d'eau n'étaient pas dues à l'événement en cours sur les silos de tourteaux de colza. Postérieurement à la visite (courriel du 17/12/2024), l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il ne s'agissait pas d'une fuite (une vanne était restée ouverte). Il a également précisé que l'ensemble des piquages d'eau présents sur le réseau incendie et utilisés pour d'autres usages seront supprimés, afin que le réseau soit exclusivement dédié à la protection incendie. Ces travaux seront effectués lors de la remise à neuf du réseau incendie ; l'exploitant n'a, toutefois, pas précisé le calendrier de réalisation de ces travaux.

Lors de la visite, l'exploitant a, par ailleurs, précisé à l'inspection que 3 tranches de travaux étaient prévues pour assurer le bouclage du réseau de poteaux incendie associé à l'atelier diester, car il n'est actuellement pas maillé. L'article 8.8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site n°2005-1-0990 du 27/04/2005 indique que le réseau incendie est **maillé** et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'inspection note que l'atelier n'est plus opérationnel suite à l'incendie d'avril dernier.

**Le réseau de poteaux incendie devra être maillé avant le redémarrage de l'atelier diester, afin de satisfaire les dispositions de l'article 8.8.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site n°2005-1-0990 du 27/04/2005.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prédéfinir les conditions et modalités du maintien en sécurité des installations en cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.</li> <li>• justifier du bon état du réseau incendie,</li> <li>• réaliser les travaux prévus pour mailler le réseau incendie associé à l'atelier diester, avant le redémarrage de cet atelier.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>- la tenue à jour des procédures ;</li> <li>- le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que l'entretien des 2 pompes électriques (l'une étant le secours de l'autre) situées près de l'atelier maintenance et permettant d'alimenter en eau les poteaux incendie, se fait essentiellement en curatif et non en maintenance préventive.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de définir un plan de maintenance préventive sur ces équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



